

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 377

JEUDI 19 NOVEMBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

La collaboration
avec la bourgeoisie
proposée aux travailleurs
par THOREZ
est une trahison

A TRIESTE

Le jeu diplomatique de l'impérialisme américain se paie avec le sang des ouvriers

C'EST en arrachant Rijeka (Fiume) à la Yougoslavie qu'au lendemain de la guerre, le coup de force fasciste des « Arditi » de D'Annunzio relançait l'Italie sur la voie de l'expansion impériale.

Après le reflux de 1945, qui lui valut la perte des colonies africaines, du Dodécannèse grec et des territoires slaves de la Marche Julienne, l'impérialisme italien a pris, sous la protection anglo-saxonne, un nouveau départ. Le premier pas, franchi à l'O.N.U., fut de confier à l'Italie la tutelle de son ex-colonie de Somalie. Le second pas est déclenché par la décision anglo-américaine de confier Trieste à l'administration italienne. La suite est toute indiquée : déjà la grande presse évoque les vus légittimes et traditionnelles de l'Italie sur l'Albanie...

Ainsi, pour redorer le blason de la démocratie chrétienne, sérieusement terni par la faillite intérieure du régime, l'aventure extérieure est offerte. En attendant, l'opinion publique sensibilisée et fixée sur Trieste se laissera moins facilement aller aux revendications sociales. Le procédé est ancien et bien connu.

Or quels problèmes cachent l'affaire de Trieste ? Ces problèmes rappellent singulièrement ceux que soulèvent dans l'entre-deux-guerres la création du territoire de Dantzig.

Trieste est-elle italienne ? Cette question a peu de sens et aucun intérêt pratique. Ancienne échelle vénitienne sur la route du Levant, Trieste appartenait, sans aucun doute, au monde italien, à la « Romanitas ». Ceci veut dire simplement que la ville fut son développement économique à l'initiative d'une bourgeoisie d'origine italienne fixée sur ce comptoir commer-

cial de la côte slovène. Quant au prolétariat il se recruta sur place parmi les campagnards slovènes du plateau dinarique. Le peuplement italien ne commençant que beaucoup plus loin dans la plaine du Frioul. La langue commerciale, la langue officielle, la langue culturelle, étant l'italien, un lent processus d'italianisation aboutit à étendre le nombre de ceux qui adoptèrent la langue de la classe dirigeante. Si bien que de nos jours les italophones sont plus nombreux que les éléments slovènes. Encore, à cette évolution, est-il bon de lier les persécutions nationales continuelles de l'Autriche et de l'Italie contre les populations slaves et la protection systématiquement préférentielle dont jouissent les éléments italiens fussent-ils importés. Le caractère italien de Trieste est visible, mais l'on ne peut dire que la ville est italienne que dans la mesure, par exemple, où Alger, Casablanca, Dakar ou Brazzaville sont des villes françaises, ce qui reste sujet à caution.

Mais la question nationale n'est malgré tout pas déterminante à Trieste.

Ce qui préoccupe tous les Triestins — prolétariat slave ou italianisé et bourgeoisie italienne — c'est le sort économique de la ville. Dans la mesure où les nations modernes plus que des collectivités nationales homogènes, sont avant tout des marchés économiques, l'avenir de Trieste est clair. Cette ville ne peut être à l'Italie qu'un appendice excentrique peu utile. Par contre, elle serait un appoint considérable à la jeune économie yougoslave qui ne dispose que des ports peu équipés et d'accès difficile de Dubrovnik, Split et Rijeka.

J. P.

(Suite page 2, col. 5.)

Il y a 36 ans le prolétariat russe donnait le signal de la révolution socialiste internationale

Il y a 36 ans le peuple russe réglait le premier son compte au capitalisme. Pour la première fois le socialisme cessait d'être une conception théorique. Il entrait en application. Un prolétariat, et à sa suite tout un peuple, démontrait que l'humanité nouvelle était possible.

L'espoir énorme qui était monté dans le cœur de tous les militants révolutionnaires dans cette fin d'année 1917 devait retomber vite. Les militants communistes allemands devaient même payer de leur sang cet espoir qui les avait fait s'élancer dans un assaut sans issue contre la bourgeoisie de leur pays.

Avec Lénine et les communistes à sa tête, le peuple russe donnait le premier l'assaut contre le capitalisme et le signal de l'offensive générale au prolétariat du monde. Mais la Russie soviétique devait rester isolée. Isolée par les capitalistes étrangers qui dressèrent immédiatement autour d'elle une muraille militaire, et isolée aussi par les prolétaires du reste du globe qui ne surent pas, parce que trahis par leurs directions, prendre la torche de l'incendie révolutionnaire que leur tendaient les travailleurs soviétiques.

La trahison des directions ouvrières est, en effet, la première raison de l'échec révolutionnaire en Occident. Si toutes les conditions objectives nécessaires n'étaient pas réunies, il était au moins possible, dans l'ambiance d'un après-guerre où le chômage, la misère payaient le sacrifice des tra-

vailleurs envoyés à la tuerie pour le compte du capitalisme, de tenter, d'oser lancer le prolétariat européen dans une action revendicative maximum qui aurait permis à l'U.R.S.S. d'asseoir son Etat révolutionnaire dans de meilleures conditions et lui aurait évité, peut-être, la dégénérescence bureaucratique. Mais les directions des partis ouvriers, embourbées encore dans l'Union sacrée avec la bourgeoi-

sie, se serrèrent encore plus étroitement auprès de leurs complices bourgeois.

Jusqu'en 1921 en France, seuls les anarchistes, quelques minorités de militants révolutionnaires et syndicalistes donnèrent leur adhésion à la révolution russe tandis que les leaders du parti socialiste français se vautre-

René LUSTRE.
(Suite page 4, col. 1.)

Les crimes du colonialisme

(suite)

I. ALGER (6 novembre 1953)

Rue de la Casbah, un flic abat un jeune homme

UN correspondant algérien nous a fait parvenir cette information ainsi qu'un article paru à ce sujet dans « Alger Républicain ».

Ce n'est, certes, pas la première fois que l'armée ou la police tue ainsi, mais il semble que les pistolets des flics partent vraiment facilement ces temps-ci en Afrique du Nord. Là-bas, le flic est maître de la rue. Là-bas le flic est maître du destin des gens, surtout quand ces gens sont indigènes.

Voilà, le tueur en question, ne s'est-il pas entendu dire dix fois, cent fois dans sa vie et n'a-t-il pas répété dix fois, cent fois que « les ratons étaient une sale race, une race de pouilleux à exterminer » ? Voilà un flic qui se doit d'être fier, Voigé ! Il a eu son « raton ». Voigé sait, de plus, qu'un jour justice sera faite, il rit jaune !

Voici le récit de l'affaire :

En plein jour, un jeune homme d'une vingtaine d'années a été abattu sur les marches de la rue de la Casbah à Alger, en présence de dizaines de témoins.

Le drame s'est déroulé vers 10 heures. Comme chaque matin, une foule grouillante se presse dans cette rue étroite et tortueuse, qui part de la rue Bab-el-Oued et qui débouche boulevard de la Victoire.

Des groupes joyeux d'enfants s'amusaient, courent à toutes jambes en bousculant les passants.

Près des deux célèbres fontaines, situées tout à fait au début de la rue,

quelques marchands de poissons, leurs casiers étalés devant eux, interpellent les ménagères.

Mais voilà qu'un agent de police s'approche et leur demande, d'un ton sans réplique de « déguerpir ». Comme l'un d'eux, M. Ahmed Haned « s'exécute » sans se presser, le policier lui saccage alors trois casiers de poissons devant de nombreux passants indignés. Mais personne n'ose parler, car cet agent de police, Jean Voigé, de la 4^e compagnie de la police d'Etat, est très connu dans le quartier. Les marchands ambulants surtout ont plus d'une fois eu l'occasion d'essayer sa colère.

Un moment plus tard, le même policier réapparaît et, cette fois, s'adresse à un jeune homme assis sur les marches de l'escalier de l'église de Notre-Dame des Victoires, en lui demandant de « vider les lieux ».

Le jeune homme, Rachid Chébbouha, lui répond, en arabe, qu'il ne comprend pas ce qu'il dit, car il ne parle pas français.

Le policier répète son ordre, en lui faisant signe de se lever. Rachid se lève donc et commence à descendre les marches en ôtant sa veste. Voigé recule soudain, dégage son revolver. Sans hésiter, il ouvre une première fois le feu, manque sa cible. La balle ricoche sur une marche et finalement blesse à la jambe un gosse de 11 ans, Saïd Djamed, qui jouait à proximité.

Presque aussitôt une seconde détonation retentit et, cette fois, Rachid s'écroule, mortellement blessé. Le « gardien de la Paix » se tourne alors, l'arme au poing, vers la foule qui s'était amassée en disant :

Michel MALLA.

(Suite page 2, col. 2.)

La bourgeoisie française dans l'impasse

La solution reste entre les mains de la classe ouvrière

LE gouvernement Laniel, représentation typique de la bourgeoisie française dite libérale, s'essaye à démontrer publiquement (sans dissimuler personne) qu'il va équilibrer les finances de l'Etat français. Les déclarations tapageuses orchestrées par la grande presse visent deux buts essentiels : 1^o rassurer les possédants en France et, par là même, faciliter les investissements à long terme ; 2^o tenter de faire croire à Washington que l'aide en dollars est bien employée, en un mot, que l'économie française est bien gérée.

Mais tout ceci ne trompe personne, sauf peut-être quelques petits bourgeois attendus. Et M. Edgar Faure, économiste comptable du gouvernement Laniel (faute d'avoir eu son gouvernement à lui) voudrait sauver cette bourgeoisie malgré elle.

Equilibrer le budget, ou plutôt ne pas laisser s'agrandir le gouffre du déficit, signifierait pour M. Faure qu'il a réussi à convaincre cette petite bourgeoisie que sa dernière heure avait sonné, et qu'en conséquence, les mesures qu'exigeaient un assainissement du capitalisme français allaient faire disparaître cet anachronisme que sont les classes moyennes dans une économie capitaliste moderne.

Mais, d'autre part, le fait d'imposer aux trusts et aux gros possédants de nouveaux prélèvements sur leurs plus-values, suppose un gouvernement fort et des privilèges qui n'aient point des ceillères leur cachant les conditions de leur survie.

La presse du capitalisme américain ne se fait pas faute, à chaque occasion, de rappeler aux capitalistes français qu'il est grand temps qu'ils lâchent du lest s'ils ne veulent risquer de tout perdre. Et de citer à l'appui les sacrifices consentis par le capitalisme américain pour aider les U.S.A. à soutenir leurs efforts d'armement et d'aide économique aux frères malheureux du capitalisme occidental.

Mais M. Edgar Faure, avec toute sa bonne volonté, pour jouer les sauveurs, se trouve acculé dans une impasse. La réforme fiscale est au point mort, l'opposition des conservateurs la battant en brèche. L'augmentation de l'impôt sur les sociétés est abandonné par la majorité gouvernementale. La lutte contre les fraudeurs, c'est le bla-bla-bla qui fait sourire tout le monde, y compris les intéressés.

Quant à tirer un peu plus d'impôts des salaires des travailleurs, ces messieurs ont sans doute pensé que le moment était mal choisi et qu'une seule goutte pouvait encore faire déborder le vase. Les grèves d'août de la fonction publique sont encore dans leur esprit.

Dans le même temps, à l'O.E.C.E., l'on falsifie remarquer à Edgar Faure que la libération des échanges est la raison d'être de cet organisme, et qu'il n'était pas très fait-play d'abriter les prix élevés de l'économie française derrière la barrière du contingentement. Sur quoi notre économiste se trouvait dans l'obligation de promettre de libérer 20 % de nos importations.

Ce qui, bien entendu, n'arrange pas les choses pour réaliser l'équilibre financier. Quant au chapitre dépenses, la situation est corrélatrice, la guerre d'Indochine engouffrant toujours des milliards, les investissements sont d'une impérieuse nécessité pour que l'économie française, non seulement comble son retard, mais envisage seulement de sortir de sa

stagnation. La reconstruction elle-même menace le système si elle n'est pas financée sérieusement.

Et l'on s'aperçoit de toute l'absurdité du régime quand, faute de trouver des crédits dans le budget pour les investissements, le gouvernement pense faire appel aux possédants, c'est-à-dire à ceux-là même dont il compte (qu'il dit) soutirer des impôts pour équilibrer son budget.

Bien sûr, dans l'antre des économistes de la rue de Rivoli, on a, paraît-il, l'intention de lancer un emprunt d'Etat de grand style destiné à financer le programme d'investissement placé hors cadre du budget.

Et l'optimisme qui préside à cette idée

est basé sur le succès du dernier emprunt de la sidérurgie, qui a démontré qu'il existait des disponibilités de capitaux. Les travailleurs se doutaient bien que les capitalistes français avaient encore un peu d'argent de poche. Quant à penser que l'emprunt d'Etat rencontrera une faveur égale à celui de la sidérurgie c'est un jugement un peu simpliste. Car, qui dit sidérurgie, dit trust des métaux et sous-entend acier pour la reconstruction ou acier victorieux pour la guerre. Ce qui revient à dire que bien placé gagnant sur tous les tableaux.

Roger CARON.

(Suite page 2, col. 1.)

Le 13 Novembre à la Mutualité SUCCES DE NOTRE GALA

C'EST jour-là, vendredi 13 novembre 1953, beaucoup de gens achetèrent un billet. Non pour la Loterie Nationale, mais pour le gala annuel de notre cher vieux « LIB » !

En effet, dès 19 h. 30 (le spectacle débutant à 21 h.), les flics de service devant le Palais de la Mutualité avaient le plaisir (!) de voir se former une joyeuse et bruyante file d'attente, laquelle prenait rapidement des proportions... inquiétantes pour la sérénité bovine de ces dignes fonctionnaires. Et ils arrivaient toujours, sans arrêt, isolés ou par groupes compacts, les amis du « Libertaire » s'amaassaient, débordaient le trottoir, attendant avec impatience l'ouverture des portes. Enfin, celles-ci s'ouvrirent et la gigantesque salle se voyait bientôt remplie à craquer. Il faisait chaud, les haut-parleurs déversaient des chants révolutionnaires. Au dehors, des militants liquidèrent les derniers « LIB », deux curés ayant pris leurs billets croyant qu'il s'agissait d'un festival catholique s'esbigeaient, toutes soutes retroussées, en apprenant l'affreuse vérité et en oubliant de réclamer leur saint pognon. Les réjouissances pouvaient commencer.

Comme pour notre fête régionale de la salle Sussat, ce fut notre bon camarade Gaston Gassy qui présenta le spectacle avec sa gouaille et sa

gentillesse habituelles. Le premier numéro, une chorale des Auberges de la Jeunesse, devait d'ailleurs donner le ton de la soirée, un ton jeune, correspondant bien à la moyenne d'âge des spectateurs. Très applaudis, les sympathiques chanteurs cédèrent la place à un petit bonhomme à lunettes, bien connu des libertaires pour son fréquent concours à leurs fêtes : l'ami Grello en personne, plus rose, plus flegmatique, plus talentueux que jamais, Jacques Grello, quoi ! A lui nos rires et nos bravos. Mais voici que nos camarades espagnols frémissent, et comme ils sont nombreux dans la salle, vous voyez ça d'ici, d'enthousiastes « ollé » saluent l'entrée de Montilla, danseur-chanteur accompli, dont le superbe travail est très apprécié de tous les assistants. Enfin, voici la grâce avec l'apparition de nos vedettes-surprises, les charmantes sœurs Soler, aussi bonnes chanteuses que jolies filles.

Puis un petit silence, celui précédant les grandes tempêtes, Gassy prononce un nom attendu par tous, la salle croule sous les vivats, voici Georges Brassens, sa guitare, ses moustaches et Dame Poésie sur ses pas. Pourtant, un fidèle et redoutable compagnon a abandonné notre ami, c'est M. le Trac et Brassens, délivré des sortilèges, chante en copain pour des copains. Dans la salle, ça bouillonne, certains hurlent

les titres de leurs chansons préférées, d'autres exultent silencieusement. Et pendant ce temps-là, Brassens continue, détendu et souriant, distribuant la fleur bleue à qui veut bien la prendre. Il est vrai que beaucoup préfèrent, à la délicate fleurlette, l'effroyable fricassée de flics saute noire, dont notre moderne troubadour a le secret. Sur cette sorte d'apothéose se termina la première partie de notre programme.

Une allocution du camarade Fontenis, rappelant le cours politique de l'année écoulée et concluant à la justesse des vues de la F.A., recueillit l'approbation enthousiaste des 2.000 auditeurs.

La deuxième partie ne devait pas être moins brillante avec une seconde exhibition de la chorale, l'excellent guitariste Alonso, qui émerveilla l'assistance, la gentille Marie-France, qui amballa littéralement son public, et l'extraordinaire Dadzu, aux spirituels dessins et chansons, mais à propos, où sont les barbes d'antan, Dadzu ? Tu ne pourras plus cacher ta modestie derrière ce pileux paravent lorsque les braves déferleront vers toi, comme ce soir du 13 novembre. A notre tableau d'honneur, n'oublions pas, ça non, la modeste et si attachante Picolette, nous réservons d'ailleurs celle-ci pour la fine bouche. Il faut l'avoir entendue chanter, vivre et pleurer « A la Bas-

toche », de Bruant, pour comprendre l'ardent succès que firent les jeunes de notre salle à cette fille qui ira loin, mais que l'on espère voir revenir auprès de nous de temps en temps.

Enfin, les meilleures choses elles-mêmes devant se terminer, Yves Deniaud mettait le point final à ce triomphal gala, en nous racontant quelques-unes de ses bonnes histoires truculentes et joyeuses, à l'image de leur auteur. Il était d'ailleurs temps que les lampions s'éteignent, car les douze coups fatidiques avaient déjà sonné depuis plus d'un quart d'heure et beaucoup de nos camarades étaient dans le métro qu'ils riaient encore des mésaventures de ce pauvre Alfred, incinéré, dont la veuve ne retrouvait plus qu'un peu de mâchefer, trois fanes de carottes et deux coquilles d'huitres !

Merci enfin à Luis Salvado qui, au piano d'accompagnement, se dépensa sans compter.

En résumé, un gala dont on se souviendra longtemps, une foule innombrable où les jeunes, en particulier les ajistes, dominaient. Plus que l'année dernière même, de l'avis général. Cette présence prouve que l'avenir est à nous, que la Fédération et son vieux « LIB » sont sur la bonne voie, celle de la lutte et de l'espoir.

CHRISTIAN.

Au mot d'ordre :
FRONT NATIONAL
il faut répondre :
FRONT
OUVRIER

EN parlant de coexistence pacifique et d'alliance avec les « bons patrons », il y a longtemps déjà que les dirigeants du parti communiste préparaient leur opinion publique au coup monstrueux des 22 et 23 octobre 1953, lorsqu'à la session du Comité Central de Drancy, Thorez déclarait :

« Nous sommes prêts à faire l'alliance avec tous les Français. Nous disons bien avec tous les Français, quels qu'ils soient. »

Ces Français, quels qu'ils soient, qui sont-ils en réalité ? Ce sont ceux qui, pour des raisons qui s'opposent à la progression de la classe ouvrière ont répondu à ce que le traité ratifiant la C.E.D. ne soit pas promulgué.

D'abord les gaullistes et leur porte-parole, De Gaulle, qui déclarait le 12 novembre : « Le traité de ratification représente, en fait, un acte qui déchire profondément la nation française, il lui enlève sa souveraineté et son armée, qui foule au pied ses traditions les plus intimes et qui viole ses institutions, qui sépare sa défense de celle de l'Union française. »

Ensuite une partie des radicaux, Daladier en tête qui en particulier vantaient d'un bon œil le capitalisme de France retrouver une partie de son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis en intensifiant le commerce avec l'Est.

Enfin les dirigeants du P. C., donc les dirigeants du Kremlin pour lesquels la ratification des traités de Bonn et de Paris serait un cuisant échec de la diplomatie russe en intégrant définitivement l'Allemagne occidentale dans le bloc ouest.

Voilà « tous les Français » dont parlait Thorez. Et les faits sont là pour nous confirmer concrètement l'alliance Thorez, De Gaulle, Daladier.

Cette alliance des dirigeants du P. C. avec les pires ennemis de la classe ouvrière et de la Révolution sociale, le fasciste De Gaulle et le réactionnaire Daladier, quel autre nom peut mieux la désigner que celui de « Montoire » des dirigeants staliniens !

Les mêmes raisons qui nous poussent à dire que nous, communistes libertaires trahisseurs les intérêts des travailleurs si par malheur nous reprenions contre les dirigeants du P. C. les arguments de Paix et Liberté, nous permettent d'affirmer qu'en reprenant les thèses des pires ennemis des travailleurs, Thorez et sa clique ont trahi les intérêts du prolétariat international.

La lutte qui se poursuit actuellement en France est la lutte de deux impérialismes, celui de Washington et celui de Moscou.

Mais l'intérêt des travailleurs, l'intérêt de la révolution sociale a-t-il jamais eu quelque chose à voir avec les luttes entre impérialismes ? Bien sûr, au cours de ces luttes, il peut se produire des situations favorables à la progression sociale, telles la guerre en 1917 en Russie ou la Résistance en France en 1941-1944. Mais alors, les travailleurs reprennent à leur propre compte la situation créée par les oppositions entre impérialismes, sans s'allier avec la bourgeoisie mais en la liquidant.

Les travailleurs sont contre la C.E.D. car elle contraindrait encore plus une situation de guerre. Mais à ce titre, ils sont aussi contre une armée allemande autonome qui revient en fin de compte à la même chose pour eux, à savoir : le prolétariat allemand reculant devant le militarisme naissant.

S'il est vrai qu'il existe une Allemagne revancharde de même qu'il existe une « patrie » française (celle que l'on voudrait exalter, contre le « Boche », ennemi héréditaire), il existe avant tout des travailleurs allemands et français qui ont des intérêts communs.

D'une part les capitalistes dont l'intérêt est de préparer une nouvelle guerre et de développer la production

LIB

(Suite page 2, col. 6.)

Construction et gangstérisme

II. — Qu'est-ce que le crédit différé ?

Le crédit différé, très usité outre-Atlantique nous dit-on, repose essentiellement sur l'épargne. Aux U.S.A., cette forme de crédit est utilisée surtout par les travailleurs et aussi par la classe moyenne. Il permet, là-bas, l'achat inconditionnel de n'importe quelle marchandise onéreuse pour un budget modique. En France, le crédit différé n'était autorisé que pour la construction, l'achat, la réparation ou l'aménagement d'un immeuble.

Le système de crédit des bons de la Semeuse peut donner une idée assez exacte de la méthode du crédit différé. En possession d'un bon de la Semeuse entièrement libéré, il vous est possible de vous procurer telle ou telle marchandise chez un fournisseur qui accepte en paiement ces bons, mais vous ne pouvez acheter au-delà de la valeur du bon souscrit. La méthode du crédit différé si elle repose sur le même principe que les bons de la Semeuse, se différencie par un inversement des rôles au cours

d'une souscription. C'est-à-dire que pendant la période de celle-ci à une caisse de crédit différé, votre crédit est de cette caisse devient à une date déterminée un débit par l'octroi d'un prêt équivalent, en général, au double de votre crédit. Donnons un exemple concret. Une personne désire construire un pavillon d'une valeur de 2 millions, pense ne pouvoir économiser cette somme qu'en dix ans et de ce fait ne pourrait envisager la construction qu'à l'échéance de ces dix ans.

En souscrivant, en plaçant annuellement dans une caisse de crédit différé la dixième partie du coût de la construction envisagée soit 200.000 francs, ladite caisse à l'échéance de cinq années de versements fixés, soit 1 million, lui avance la totalité des frais de construction, soit 2 millions. Pendant cinq ans le souscripteur était créancier auprès de la caisse de crédit différé, à l'échéance de ceux-ci, par l'octroi du prêt qui lui est accordé, il devient débiteur pour une période égale, soit cinq années.

Donc son compte particulier près de la caisse de crédit différé s'établirait comme suit :

A VOTRE CREDIT

Avant le prêt :	
1-1-40 votre versement .	200.000
1-1-41 — .	200.000
1-1-42 — .	200.000
1-1-43 — .	200.000
1-1-44 — .	200.000
	1.000.000

Après le prêt :	
1-1-45 Votre versement .	200.000
1-1-46 — .	200.000
1-1-47 — .	200.000
1-1-48 — .	200.000
1-1-49 — .	200.000
	1.000.000

Votre débit .	1.000.000
Votre crédit .	1.000.000
Solde .	0.000.000

A VOTRE DEBIT

1-1-45 Notre prêt .	2.000.000
	2.000.000
	1.000.000
Au 31-12-44 Solde débiteur	1.000.000
Au 1-1-45 Votre débit .	1.000.000
	1.000.000

Voici donc défini le principe du crédit différé. Nous pensons avoir été aussi concis et clair que possible pour tous nos amis lecteurs. Nous étudierons dans notre prochain article le fonctionnement du C.M.B., caisse de crédit différé ou système « boule de neige ».

Robert JOULIN.

L'IRAN REVOLUTIONNAIRE arrive au rendez-vous de l'histoire

LES représentations tragi-comiques données aux différents tribunaux de Téhéran par Mossadegh, son avocat, ses juges et ses accusateurs ont eu pour spectateur le monde entier. Plus que les palinodies du « vieux renard » les invectives des évanouissements, ses contorsions grotesques, ses déclarations majestueuses et plus surtout que la lamentable parodie de justice mise en scène à cet effet, c'est le drame profond du peuple iranien qui nous intéresse. La presse bourgeoise du monde entier ne cache pas sa satisfaction de pouvoir ridiculiser librement le vieux renard traqué.

Pour se venger enfin des sueurs froides que les ruses de Mossadegh leur faisaient couler dans le dos il y a encore quelques mois, ces messieurs des Conseils d'Administration financent avec délice les jeux cruels de la grande presse. C'est la curée : cerné par les chiens de garde de

l'impérialisme, harcelé de toutes parts, lâché par les siens, Mossadegh poursuit son jeu, mais il ne provoque plus de Wall Street à la City, que sourires en coin chez ceux qu'il a fait trembler pendant deux ans, de son célèbre lit-cage de Téhéran.

Ce jeu quel est-il ? Nous pouvons nous poser la question avec gravité car il apparaît comme de plus en plus sanglant.

Les manifestations se développent, la répression s'accroît : des hommes disparaissent dans les prisons ou tombent dans la rue à Téhéran.

Pour comprendre la situation actuelle en Iran, il faut avant tout avoir présent à l'esprit la composition sociale de ce pays de vingt millions d'habitants qui se voit placé à l'un des grands rendez-vous de l'histoire — celui de l'industrialisation, celui de la Révolution — face à face avec l'impérialisme économique le plus puissant du monde.

La lutte des classes et l'essor de l'Iran

Il y a quelques années à peine l'Iran était encore au stade qui fut celui de la France au XVIII^e siècle. Une masse énorme de paysans ne possédant rien, travaillant pour une petite aristocratie féodale de très gros propriétaires fonciers disposant comme elle l'entend des terres, des villages... et des hommes. D'immenses domaines, grands parfois comme plusieurs départements, appartenaient à des familles nobles, vivant à la Cour et sur toutes les Rivières du monde, sont cultivées par un prolétariat agricole livré à la discrétion d'intendants qui fixent les cultures au mieux de leurs intérêts, répartissent les tâches sous la menace du fouet ou de l'expulsion et laissent finalement à ceux qui travaillent un septième, un huitième ou moins encore de la récolte. Juste de quoi mourir assez lentement pour permettre à l'aristocratie persane de mener un train de vie somptueux.

Mossadegh appartient à cette classe de grands propriétaires.

Cette aristocratie au faste orgueilleux autant qu'imprévoyant détenait la richesse foncière du pays, les palais ancestraux, les trésors accumulés par l'histoire compose cette cour qui entoure le souverain — le Shah — de tout ce luxe volé à la sueur du peuple. Elle détient par corruption ou par menace la majorité des sièges à l'Assemblée nationale — le Maglis. Et ce n'est pas par d'autres moyens que Mossadegh, pour gouverner, s'assura l'appui d'un nombre suffisant de députés-mannequins.

Elle compte deux appuis solides : le Clergé et l'Armée. Le Clergé dont l'emprise est considérable sur le peuple non encore émancipé de l'obscur-

rantisme religieux. Clergé nombreux, enraciné dans le pays depuis l'Islam et présent partout pour encadrer le peuple dans toutes les circonstances de sa vie collective. Clergé de confession chiite à la tête duquel trône le Mollah Kachain dont l'appui à Mossadegh fut décisif et la défection non moins décisive.

L'Armée, elle, a un rôle politique d'origine plus récente datant surtout de la dictature de l'un des siens, Reza Shah Pahlavi, père du souverain actuel, déposé en 1941 par l'impérialisme anglo-saxon, parce que suspect, comme Rachid Ali, en Irak de préférer l'impérialisme allemand alors triomphant. L'Armée, formation de lutte de la classe dirigeante, a spécialement dans les pays jeunes sans bourgeoisie nombreuse comme le Japon, l'Egypte, la Turquie, l'Amérique latine, un rôle de choc à jouer, qui fait d'elle l'ossature normale de tout régime fasciste en gestation. Commandée par l'aristocratie ancienne, mais recrutée dans sa masse parmi les classes pauvres elle est le seul receptacle où peuvent déboucher les ambitions de ceux qui veulent parvenir en servant le régime. Elle fournit à ce régime un encadrement plus moderne, plus actif, plus adapté, plus utile en un mot que la noblesse oisive et jousseuse ou que les prêtres. Elle montre souvent plus de capacité à la gestion effective de la société, pour peu qu'elle respecte et garantisse les droits de propriété de ceux qui l'appellent ou partagent le pouvoir en cas de besoin pour l'affermir intérieurement (Turquie, Egypte) ou l'étendre extérieurement (Japon). En Iran, l'heure de l'armée a sonné à nouveau : le régime des adjudants est installé : vols, viols et meurtres à main armée sont chose légale, pourvu que ceux qui les perpètrent soient en uniforme. L'armée a renversé Mossadegh et son chef Zاهدi, ci-devant ministre de celui-là, qui avait su pourtant bien employer ses talents de brute avide et sans scrupule, est premier ministre du Shah. Pour le compte de qui, par peur de quoi s'est faite l'opération ?

Ceci ne peut être compris si l'on ne voit qu'à travers la vieille structure féodale de l'Iran : aristocratie foncière, servie par le clergé et l'armée et prolétariat paysan de nouvelles formes sociales, capitalistes locales sont apparues, amenant une situation révolutionnaire aggravée par la superposition à cette vieille structure de l'emprise impérialiste internationale.

L'industrialisation, en effet, gagne l'Iran : les usines se sont multipliées. Manufactures de textile, fabriques de tapis, verreries, cimenteries emploient un prolétariat ouvrier qui se forme rapidement dans les villes, où les paysans déracinés affluent. A Téhéran, surtout, la capitale grosse de près d'un million d'habitants, la classe ouvrière est nombreuse et concentrée. Souvent la concentration de la main-d'œuvre, précède l'établissement de l'industrie et le nombre des chômeurs, des inemployés est très élevé. Parallèlement au développement de la classe ouvrière s'opère l'ascension de la bourgeoisie iranienne. Le centre actif de chaque ville, le Bazar groupe une petite bourgeoisie abondante, d'artisans et de commerçants qui brigue l'accès au pouvoir économique et politique pour les siens. Comme dans

toutes les nations parvenues tardivement au stade industriel, l'expansion économique dut être en grande mesure prise en charge par l'Etat qui dès à présent détient les trois quarts de l'industrie du pays. La bourgeoisie, sans aucun doute, n'a qu'un désir, voir cette part de l'Etat lui revenir au plus vite.

Ainsi nous assistons au développement conjoint d'une classe ouvrière de plus en plus concentrée et revendicative et d'une bourgeoisie impa-

tiente d'avoir un rôle dirigeant dans la vie de la nation. Ces deux classes liées l'une à l'autre par des rapports d'exploitation évidents n'ont pas moins un rôle révolutionnaire momentanément commun qui est de faire éclater les anciennes formes sociales correspondant à un stade économique dépassé. Déjà les citadins (ouvriers et bourgeois) forment 15 % de la population à côté de 65 % de paysans et 20 % de nomades des tribus.

L'Iran face aux impérialistes britannique, russo-soviétique et américain

Les conditions étant ainsi réunies pour un passage de la féodalité foncière à l'industrialisation mettant en valeur les ressources du pays, l'évolution politique de l'Iran se voit cependant entravé par une force extérieure bien plus grande : celle de l'impérialisme, en l'espèce le Cartel international du Pétrole groupant les sept grandes compagnies pétrolières mondiales (dont cinq américaines) représentées en Iran par l'Anglo-Iranian Oil Company (c'est-à-dire par l'Amirauté Britannique qui possède 52 % des actions de cette Compagnie). L'industrie extractive pétrolière est une des industries nécessitant l'apport le plus considérable de capitaux — capitaux devant être investis en masse et sans profit (forages) avant les premiers jaillissements productifs. Et en plus de cela le marché mondial du pétrole est l'un de ceux qui sont le plus dominés par les ententes des trusts capitalistes. Les frais considérables de forage, de raffinage et de transport ne peuvent être pris en charge que par les grandes compagnies et sans leur accord aucun producteur indépendant ne peut gagner le marché mondial. L'affaire de la nationalisation des pétroles d'Iran a montré comment les puissances pétrolières pouvaient interdire l'accès au marché d'un pétrole ne venant pas d'elles. Déjà le Mexique il y a vingt ans avait fait l'expérience de cette « libre concurrence » accaparée par les monopoles. L'expérience Mossadegh a démontré que les pétroliers anglosaxons tiennent à rester les maîtres en Iran comme partout ailleurs et

qu'on n'improvise pas la lutte contre l'impérialisme.

L'Iran a une longue expérience de l'impérialisme moderne. Partagé avant la Première Guerre mondiale en deux zones d'influence par un traité conclu entre l'Empire britannique et l'Empire des Tsars, la dénonciation de ce traité du temps où il y avait encore des Soviets en Russie, obligea les anglais à se replier sur leurs puits au sud du Pays administré par l'A.I.O.C. Cependant, après la Seconde Guerre mondiale le gouvernement de l'U.R.S.S. ne craignait pas de demander la concession à son profit des gisements du Nord du pays, proposant pour cela la création d'une Soviet-Iranian Oil Company digne pendant de l'Anglo-Iranian Oil Company. L'accord suivant toutes les règles du capitalisme impérialiste, ne put être réalisé évitant ainsi un avenir qui eût été certainement curieux puisqu'il aurait permis d'opposer aux revendications nationales iraniennes une coalition d'intérêts anglo-soviétiques également impérialistes. L'U.R.S.S. conservait néanmoins le monopole d'exploitation des pêcheries de la Caspienne qui lui vaut une grande partie de son fameux caviar, richesse pourtant iranienn.

Le dénouement de la tentative d'exploitation nationale du pétrole d'Iran par la classe dirigeante locale n'est pas encore apparu. Cependant le résultat de cette affaire est que, grâce à une défaillance de l'impérialisme anglais (pourtant loyalement et fermement servi par les ministres travaillistes de Sa Majesté parmi lesquels on comptait encore Aneurin Bevan) l'impérialisme américain s'installe en Iran. Alors que le premier en était resté aux conceptions victorieuses d'un Churchill : domination par le poison, le poignard, les intrigues de palais et la cavalerie de Saint-George (les livres sterling) appuyées par quelques démonstrations armées s'appuyant sur tout ce qu'il y a de plus pourri et de plus archaïque dans la nation, le second se montre beaucoup plus discret et utilise même l'antimpérialisme par le biais de « l'homme fort » Naguib en Egypte, Zاهدi en Iran, Maguaysay aux Philippines. L'« homme fort » suit des cours à l'ambassade américaine : il sait promettre l'éviction des étrangers et le partage des terres mais qu'un seul geste des Américains et des féodaux le flaque par terre. L'impérialisme marche avec son temps. Le prolétariat des ouvriers et des paysans iraniens apprend que seul le combat sur le troisième front révolutionnaire et international peut mener à l'émancipation et la construction d'une société communiste et libertaire où les fruits de la terre seront à tous.

J. PRESLEY.

La collaboration avec la bourgeoisie

(Suite de la première page)

militariste, que les armées soient nationales ou « supranationales ». Ceux-là ne posent pas la question de l'existence des armées mais seulement les questions de formation et d'intégration de ces armées, suivant leurs intérêts particuliers.

D'autre part, les travailleurs des deux pays dont l'intérêt commun est de lutter contre le renouveau du militarisme allemand en particulier et contre le militarisme en général. Ceux-là sont contre toutes les armées, qu'elles soient nationales ou supranationales.

Nous constatons qu'oubliant ces bases fondamentales de l'internationalisme prolétarien, Thorez et sa clique ramènent les nations à un tout homogène, niant la lutte de classe.

Face aux deux impérialismes qui cherchent à représenter les nations comme un tout aux intérêts communs, pour élaborer plus commodément leur politique de guerre, nous nous dressons une nouvelle fois et, puisque les soi-disant marxistes-staliniens donnent définitivement la preuve concrète de leur trahison nous reprenons aujourd'hui à notre compte, communistes libertaires, le phrase finale du manifeste communiste de 1848 :

« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Formule qui est en définitive la meilleure expression du 3^e front révolutionnaire international !

DANS L'INTERNATIONALE : Bulgarie

Il y a quelques mois, un communiqué du secrétaire de la F.A.C.B. nous prévenait : « Dans le camp de concentration de Persyan (île du Danube), le camarade Cyril Karanov est gravement malade. Si dans un mois il n'est pas libéré, sa mort est certaine ». Et, en effet, il n'a été libéré récemment que pour mourir hors du camp, dans un hôpital, d'après les renseignements qui viennent de nous parvenir.

APAISEMENT ET TERREUR
A LA FOIS

Le peuple bulgare, après les événements de Tchécoslovaquie, d'Allemagne et de Hongrie, est encouragé. Les staliniens, au contraire, sont inquiets. Le dernier discours de Malenkov les a un peu redressés, mais cela ne durera pas longtemps, car ils se rendent compte que leur situation est sans issue. La situation générale est lourde d'incertitude. Malheureusement, il semble qu'il y ait beaucoup de gens à l'Occident qui croient encore à leur démagogie.

Une nouvelle (3^e) baisse des prix d'Etat a été décrétée le 2 août, mais la réduction des prix des produits agricoles objet de livraisons obligatoires est beaucoup plus importante. Ainsi, le prix du pain a été réduit de 1,95 à 1,70 levas, alors que le prix du blé acheté par l'Etat est de 0,55 à 0,45 levas. En même temps, les constructions diminuent de 30 %. De cette façon, le chômage augmente et la pénurie s'accroît.

Devant la résistance passive sans cesse croissante et devant l'isolement extérieur complet, le gouvernement bulgare, suivant les ordres de Moscou, cherche à créer l'ambiance d'un apaisement artificiel pour tromper la vigilance des peuples. Une amnistie dans le plein silence et sans aucune formalité concernant les prisonniers de droit commun, ainsi qu'une libération sans bruit des internés des camps de concentration (100 personnes par jour)

s'opère actuellement. Parmi nos camarades, il n'y en a que quelques-uns qui soient libérés dont Mircho Grancharov.

Cela n'empêche pas l'endossement des mesures de punitions contre les autres internés qui demeurent dans les camps. Nos camarades incarcérés, parmi lesquels Yankoulov et Slaveiko Ivanov (interné depuis le mois de mars 1947) restent toujours punis et privés de toute correspondance et de colis pour un an. Ce régime de terreur les achèvera définitivement. Seul le Dr Balev vient d'être relâché du cachot, probablement grâce à la campagne internationale, mais il reste toujours dans le camp, gravement malade et ses colis sont renvoyés comme ceux des autres.

Avant-hier (le 31 août), a commencé un procès à huis clos contre 20 mineurs d'un d'eux, l'ing. Marin Sémov, a succombé au cours de l'interrogatoire à la stérilité nationale.

Nous vivons les moments les plus difficiles et les plus critiques. Soyez vigilants et ne relâchez pas la campagne internationale contre ce terrible régime concentrationnaire en Bulgarie.

Le secrétaire de la Fédération anarchiste-communiste bulgare).

(de l'intérieur).

Les crimes du colonialisme

(Suite de la première page)

— Ah ! Il a essayé de me boxer ! Qui veut témoigner pour moi ? Mais comme personne ne répond, il fait ramasser la victime par deux jeunes gens et emmène plusieurs personnes au commissariat.

Ainsi sont relatés les faits par les nombreux témoins que nous avons contactés, et en particulier par M. Mohamed Ladissi, navigateur, qui se trouvait assis près de la victime, lorsqu'il est arrivé Woigel.

La police donne évidemment une tout autre version des faits. Dans sa déposition au commissariat du 1^{er} arrondissement, le policier a déclaré que Rachid se trouvait sur les marches de l'église, debout, en train de vendre du poisson, lorsqu'il lui a demandé de « dégager ». La victime aurait refusé d'obéir, à deux reprises, et se serait approchée de Woigel, un couteau à la main, en le menaçant. Naturellement, on ne retrouvera pas plus tard la moindre trace du couteau en question.

II. TUNIS

VOIZARD CONTINUE L'ŒUVRE CIVILISATRICE DE LA FRANCE

Le nouveau résident général semble bien décidé à continuer « l'œuvre » du précédent, il a fait un discours et il se borne à faire appel à la confiance. Toutes les petites saletés se cachent sous ce mot : « la confiance ». Voizard entend bien mener la barque à Tunis, il est le patron. Quand on

sait comment il a mené ses affaires jusqu'à présent, on est édifié !

Voici un passage du discours du résident :

Sur le plan politique, je vous avais demandé, lors de mon départ, de m'aider à faire justice de la légende du Résident général prestidigitateur, rapportant dans sa valise les éléments préfabriqués d'un plan abstrait élaboré loin des réalités tunisiennes. Ce n'est en effet, pas le cas. C'est ici, à Tunis, que doit avoir lieu le travail d'échange de pensées dont le résultat pourra être, le moment venu, soumis à l'approbation de Son Altesse le Bey et du gouvernement français.

Nous n'en sommes pas encore là et nous avons d'abord le devoir d'assumer courageusement nos tâches respectives dans le calme et la confiance retrouvés. Le reste viendra par surcroît, car aucun obstacle ne peut résister à la bonne volonté et à la volonté tout court d'un homme décidé à chercher et à trouver les solutions d'un problème.

A la solution du problème, c'est d'abord le départ de Voizard et de ses semblables. Cette solution, il ne l'envisagera pas, il travaillera avec les colons, avec l'armée, avec les flics contre un peuple qui en a assez de la présence française, surtout quand cette présence s'appelle Voizard !

On apprend, d'autre part, que les arrestations se multiplient, surtout dans le Sud. On juge sans arrêt à Tunis comme à Casablanca et on condamne à tour de bras !

SOUSCRIVEZ pour Le Libertaire

Mutualité ... 23.700	Sympathisant ... 200	X ... 100	Messerschmitt ... 1.000
H. G. ... 1.000	X ... 100	X ... 100	Fantoba ... 200
Raymond ... 100	Henry ... 100	Comiti ... 540	Desheulles ... 100
Berthe ... 200	L. S. ... 100	Benchère ... 250	Bely ... 200
Leocq ... 250	François M. ... 200	Gudhot ... 200	Legrand ... 300
Ducet ... 100	Gardabois ... 200	Hémy ... 50	Labbé ... 200
François ... 200	Monique ... 250	Jéfelner ... 250	Popoff ... 1.000
Fasou ... 500	Marco ... 450	Barbu ... 50	Lartau ... 100
Borlin ... 200	Jeanine ... 100	Bonet ... 320	Marchadier ... 100
Olive ... 200	Fournier ... 100	Paris (19 ^e) ... 2.600	Vajaille ... 200
X ... 500	Copain ... 80	Leger ... 500	Biondi ... 200
Versailles ... 200	X ... 1.250	Tholias ... 100	Montpellier ... 650
Damade ... 500	Antipatriote ... 100	Jacques ... 100	Chinsky ... 400
Gain ... 100	X ... 1.080	Pécol ... 190	Quirin ... 200
Deux amis ... 460	Blondel ... 100	Monot ... 250	Magallon ... 200
Charlot ... 200	Christian ... 200	J.-M. ... 5.000	Deville ... 100
XXX ... 200	Breton ... 1.700	Biagers ... 200	Gemaudet ... 500
Durand ... 100	Jeanne ... 100	Anden ... 100	Deleuze ... 1.000
Jacques ... 100	Gino ... 200	Dastugue ... 100	Bordière ... 100
Maquie ... 100	Lantéjoul ... 200	Bouffigne ... 500	Lagne ... 300
Planchon ... 100	Louis ... 200	Robert ... 1.000	Thiers ... 1.000

MEETINGS

ELBEUF : Le mercredi 2 décembre, à 21 heures (pour la salle, consulter les affiches).

Sujet : Vers la grève générale. — Le Programme Communiste Libertaire.

Orateur : FONTENIS

★

ROUEN : Le jeudi 3 décembre, à 21 heures, petite Salle de l'Hôtel de Ville.

Sujet : Vers la grève générale. — Le Programme Communiste Libertaire. Orateurs : MULOT, FONTENIS

Problèmes essentiels

Conception matérialiste historique et conception idéaliste

SOUVENT, nos lecteurs, nos camarades nous demandent notre point de vue sur le matérialisme historique. Le sujet est d'importance. Nous ne pensons pas qu'un seul article puisse donner entière satisfaction à nos lecteurs. Au moins, l'article que nous avons demandé à notre camarade Fontenis, aura-t-il le mérite de mettre un peu de clarté sur une question rendue bien souvent obscure à dessein. Une brochure sur le matérialisme historique, dialectique, est en préparation. Elle viendra préciser ce que nous ne pouvons faire ici, mais en attendant, nous avons cru devoir répondre aux questions les plus pressantes.

LA REDACTION.

Le matérialisme historique peut être défini comme une méthode d'interprétation qui lie le développement historique à la succession des modes de production et donc à la lutte des classes qui fondent leur existence et leurs rapports sur ces modes de production.

Il est clair que pour la conception matérialiste historique, la Révolution ne peut être un fait arbitraire, un fait de pur volontarisme pouvant intervenir dans n'importe quelles conditions, que le Communisme Libertaire ne peut être un idéal créé par l'esprit humain indépendamment des conditions historiques et réalisable à n'importe quelle époque des Sociétés.

Tous nos théoriciens se sont, expressément ou non, basés sur une conception matérialiste historique, comme nous le montrons ci-contre par de copieuses citations. Pour eux, la Révolution est un moment de l'évolution, du développement historique, le Communisme est une notion déduite des aspirations des masses dans la lutte des classes, déduite de l'observation des phénomènes sociaux. Et ce n'est pas sur ce point qu'ils s'opposent à l'école de Marx. Nous nous proposons même de montrer un jour que la doctrine communiste libertaire est plus réellement basée sur le matérialisme dialectique que ne le sont les positions politiques du « marxisme ».

Ce qui a pu créer la confusion dans certains esprits, ce qui a pu réhabiliter à leurs yeux « l'idéalisme », c'est une information incomplète, une appréciation sommaire du matérialisme historique. En particulier on a réduit le matérialisme historique à un « économisme » confinant l'homme à un rôle passif, on a laissé entendre que le matérialisme historique niait la volonté, et liait mécaniquement tous les faits politiques, moraux, culturels, aux faits économiques. Il faut rétablir la vérité, laisser la caricature du matérialisme historique à ses ennemis peu scrupuleux ou à ceux de ses admirateurs qui n'y ont rien compris.

Sans doute, le matérialisme historique lie-t-il le développement historique à la succession des modes de production et il est hors de doute que chaque période de l'histoire possède son droit, sa morale, ses formes politiques liées aux modes de production. Par exemple, l'économie capitaliste s'accompagne d'une tendance à la démocratie politique — et dans tous les pays — d'une morale de respect de la propriété et du profit, alors que l'économie féodale s'accompagnait de la morale de l'honneur guerrier, de la fidélité au suzerain, que l'économie antique justifiait l'esclavage, etc... Mais il n'existe pas d'effet automatique de la situation économique. Marx et Engels eux-mêmes l'ont écrit : Ce sont les hommes qui leur propre histoire, mais dans un milieu qui les conditionne.

En ce qui concerne la « volonté », citons d'abord Marx pour nous mettre à l'aise.

Dans sa 3^e thèse sur Feuerbach, en 1845, il écrit : « Si, d'une part, les hommes sont un produit du milieu, celui-ci, d'autre part, est modifié précisément par les hommes ». La structure (les conditions réelles des faits) et la superstructure (les idées, la volonté) réagissent l'une sur l'autre. Le matérialisme historique n'est donc ni un volontarisme, ni un fatalisme. Pour lui, la volonté est un coefficient nécessaire et inévitable du devenir historique. Mais, bien entendu, il s'agit de la volonté qui s'exerce dans l'activité réelle des hommes, et non d'une volonté abstraite qui existerait en dehors des conditions réelles, volonté abstraite à laquelle mieux vaudrait donner le nom de « d'ar-

bitraire » et qui peut évidemment nier l'histoire.

Revenons donc au problème de la Révolution et du Communisme libertaire : si nous voulons partir d'une volonté révolutionnaire qui nie la réalité de la lutte des classes au nom d'un humanisme abstrait, nous nous heurtons à la réalité et notre abstraction est liquidée par le développement réel de l'histoire.

Au contraire, pour nous, l'anarchisme social, le communisme libertaire, est l'interprétation d'une tendance de développement de la Société qui nie le capitalisme et l'Etat capitaliste. Notre volonté révolutionnaire n'est pas dans ce cas un acte externe, une volonté pure, mais le produit même du développement historique. Notre activité contribue à la maturation d'un phénomène, et ce phénomène se développe avec le concours de tous ses éléments, les réactions humaines y compris. On voit par là que le matérialisme historique n'a rien de commun ni avec l'arbitraire, ni avec le fatalisme où la justification morale de tous les faits historiques. Il nous conduit à lier notre activité pratique à la connaissance des tendances du développement historique. En cela, il nous évite de tomber dans les erreurs familières aux tenants de la conception « idéaliste » dont l'antihistorisme, la négation de la lutte des classes, le conduit à l'échec, donc au pessimisme et finalement à des théories de conservatisme ou de résignation : nous avons vu ainsi des esprits, qui, se heurtant douloureusement à l'histoire, ont sombré dans le gâchisme.

LA RADIO

JUSQU'A présent ma boîte parlait le français. Elle m'a parlé la R.T.F. Comment se fait-il que j'ai entendu Radio-Montecarlo ? Mystère technique au-dessus de mon entendement. L'émission Reine d'un Jour m'a fait regretter même des productions très moyennes de la R.T.F. Ceci est certain. Jamais je n'ai été aussi écouté qu'à l'écoute de « Reine d'un jour ». Ceci est plus certain encore.

Une brave petite fille d'Angers lutait courageusement dans la misère pour faire vivre ses frères et sœurs. Alors maman Cat est passée par là. Argent, papier peint, charbon, stylos à bille, etc... tout cela maman Cat et ses servantes l'ont offert à cette enfant, mais de quelle manière ! A coups de grosse caisse : Je suis le charbonnier Jules, vendeur du meilleur carburant, petite reine (avec précision publicitaire à l'adresse de l'auditeur), etc... Jean Nohain a fait dire « Merci Cat » à la petite, Honteux, c'est monstrueusement honteux.

Qu'une brave petite fille soit sortie de sa misère, on ne peut que s'en féliciter, à la mesure de son triste avenir. D'ailleurs, je suis partisan d'une année de retraite pour tout le monde à l'âge de l'adolescence. Mais que la publicité se donne des allures de fête, quelle dérision ! Eux, les marchands, les parasites, se payer le luxe de faire un geste de charité publicitaire en se servant de ceux qui les font vivre.

Et elle paie cette muflerie. Ma femme s'est promis d'acheter du Catot pour sa lessive. Alors, on va être corbard dans cette vie jusqu'au pan de chemise.

Les assistantes sociales d'Angers se sont prêtées à cette horreur. Etaient-elles à leur place en cette affaire ?

Maman Cat ? Une rouée matrone, gagnante à la loterie du gros numéro.

Pour sortir de cette asphyxie, pour trouver une interprétation délicate du miracle dans le quotidien, j'ai recherché la musique de cette lettre de Gérard de Nerval, adressée à une certaine Mme de Soins il y a cent ans :

le réformisme, le libéralisme bourgeois.

Nous pouvons dire même que non seulement le matérialisme historique est pour nous la base de notre théorie révolutionnaire, mais qu'il justifie les principes essentiels du communisme libertaire :

1°) l'organisation politique, le mouvement anarchiste organisé est seulement l'expression de la classe, de ses intérêts généraux, de ses aspirations.

2°) l'action de classe ne doit pas dévier sur le plan de la politique bourgeoise, du libéralisme ; c'est sur le plan des conditions et des rapports économiques qu'il faut agir révolutionnairement, et non sur le plan des luttes politiques superficielles ;

3°) le pouvoir réel des masses conquies par l'action directe est notre conception matérialiste opposée à la conception métaphysique, idéaliste, du pouvoir « politique », de « l'Etat ouvrier ».

Ainsi, pouvons-nous affirmer que la conception matérialiste de l'histoire fait corps avec le communisme libertaire, qu'elle ne signifie en rien une acceptation des théories politiques dites « marxistes » et qu'au contraire elle justifie notre opposition à ces théories. En fait, la différenciation du courant libertaire et du courant « marxiste » s'est produite à une période où les militants libertaires s'inspiraient sans hésiter du matérialisme historique.

Nous sommes, là encore, les vrais continuateurs des luttes libertaires de la 1^{re} Internationale.

G. FONTENIS.

Au Bazar de la Charité

« Ne me donnez pas, chère fée bienfaitrice, le beau livre que vous m'avez promis pour mes éternels... je les convoitais depuis bien longtemps, ces beaux volumes dorés sur tranche, cette édition unique. Mais ils coûteront très cher et j'ai quelque chose de mieux à vous proposer : une bonne action. Je vous sers tressaillant de joie, vous dont le cœur est si cherché ! Eh bien ! voici, ma belle amie, de quoi vous occuper pendant toute une semaine ! Rue Saint-Jacques, n° 7, au cinquième étage, croustissent dans une affreuse misère — une misère sans nom — le père, la mère, sept enfants, sans travail, sans feu, sans pain, sans lumière.

« Deux des enfants sont moitié morts de faim. Un de ces hasards qui me conduisent souvent, m'a porté là hier. Je leur ai donné tout ce que je possédais : mon manteau et quarante centimes. O misère ! Puis, je leur ai dit qu'une grande dame, une fée, une reine de dix-sept ans, viendrait dans leur taudis avec tout plein de pièces d'or, de couvertures, de pains pour les enfants. Je crois vraiment que je leur ai promis des rubis et des diamants et, ces pauvres gens, ils n'ont pas bien compris, mais ils se sont mis à sourire et à pleurer.

« Ah ! si vous aviez vu ! Vite donc, accourez avec vos grands yeux qui leur feront croire à l'apparition d'un ange, réalisez ce que votre pauvre poète a promis en votre nom... »

Quelque temps plus tard, Gérard de Nerval faillit se jeter dans la Seine, puis au cours de l'hété de la même année, fut l'hôte de l'hôpital... de la Charité, à cause de sa pauvre tête malade, sa tête remplie de songes étranges qui enveloppaient la réalité la plus simple d'un brouillard de poussières précieuses.

Maman Cat, elle, ne risque pas de tels avatars. Elle est lucide. Elle est adaptée sociale maman Cat, et comment.

Cher monsieur Jean Nohain, à Catot, nous lui disons : Merde !

Le 11 novembre. — Cette équipe de football fit une partie mémorable dans

LE LIBERTAIRE

Quelques pages de Bakounine, Kropotkine

J. Guillaume et Cafiero, se rapportant à

la conception matérialiste historique

BAKOUNINE

(Œuvres, tome 3, pages 17 à 19)

TANDIS que les idéalistes prétendent que les idées dominent et produisent les faits, les communistes, d'accord en cela avec le matérialisme scientifique, disent au contraire que les faits donnent naissance aux idées et que ces derniers ne sont jamais autre chose que l'expression idéale des faits accomplis ; et que parmi tous les faits économiques, matériels, les faits par excellence, constituent la base essentielle, le fondement principal, dont tous les autres faits intellectuels et moraux, politiques et sociaux, ne sont plus rien que les dérivés obligés.

Qui a raison, les idéalistes ou les matérialistes ? Une fois que la question se pose ainsi, l'hésitation devient impossible. Sans nul doute, les idéalistes ont tort, et seuls les matérialistes ont raison. Oui, les faits priment les idées ; oui, l'idéal, comme l'a dit Proudhon, n'est qu'une fleur dont les conditions matérielles d'existence constituent la racine. Oui, toute l'histoire intellectuelle et morale, politique et sociale de l'humanité est un reflet de son histoire économique.

Toutes les branches de la science moderne, consciencieuse et sérieuse, convergent à proclamer cette grande, cette fondamentale et décisive vérité : oui, le monde social, le monde proprement humain, l'humanité en un mot, n'est autre chose que le développement dernier et suprême — pour nous au moins et relativement à notre planète, — la manifestation la plus haute de l'animalité. Mais comme tout développement implique nécessairement une négation, celle de la base ou du point de départ, l'humanité est en ce temps et essentiellement la négation réfléchie et progressive de l'animalité dans les hommes ; et c'est précisément cette négation aussi rationnelle que naturelle, et qui n'est rationnelle que parce qu'elle est naturelle, à la fois historique et logique.

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

fatale comme le sont les développements et les réalisations de toutes les lois naturelles dans le monde, — c'est assez avancé pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la révolution, qui n'est que le dénouement d'une longue évolution, la manifestation subite d'un changement des longtemps préparé et devenu inévitable.

KROPOTKINE

(L'Anarchie, sa philosophie, son idéal, pages 18-19)

CETTE conception et cet idéal de la société ne sont certainement pas nouveaux. Au contraire, quand nous analysons l'histoire des institutions populaires — le clan, la commune, le village, l'union de métier, la guilde, et même la commune urbaine du moyen âge à ses premiers débuts, nous retrouvons la même tendance populaire à constituer la société dans cette idée — tendance qui fut toujours entravée d'ailleurs par les minorités dominatrices. Tous les mouvements populaires portaient plus ou moins ce cachet, et chez les anabaptistes et leurs précurseurs nous trouvons les mêmes idées nettement exprimées, malgré le langage religieux dont on se servait alors. Malheureusement, jusqu'à la fin du siècle passé, cet idéal fut toujours enchaîné d'un esprit théocratique, et ce n'est que de nos jours qu'il se présente débarrassé des langes religieux, comme une notion de la société déduite de l'observation des phénomènes sociaux.

C'est seulement aujourd'hui que l'idéal de société où chacun ne se gouverne que par sa propre volonté (laquelle est évidemment un résultat des influences sociales que chacun subit), s'affirme sous son côté économique, politique et moral à la fois, et qu'il se présente appuyé sur la nécessité du communisme, imposé à nos sociétés modernes par le caractère éminemment social de notre production actuelle.

JAMES GUILLAUME

(Idées sur l'Organisation sociale, La Chaix-de-Fonds, 1876, pages 4 à 6)

La société moderne subit une transformation lente, des idées nouvelles s'infiltrant dans les masses, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu, c'est une évolution insensible et graduelle, tout à fait conforme à la théorie scientifique, mais chose dont ceux à qui nous répondons ici ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre, elle rencontre une opposition souvent violente, les intérêts anciens qui se trouvent lésés, la force de résistance qu'oppose l'ordre établi, mettent obstacle à l'expansion normale des idées nouvelles ; celle-ci ne peuvent se produire à la surface, elles sont étouffées, et leur opération, au lieu d'être complète, est forcément réduite à un travail de transformation intérieure, qui peut durer de longues années avant de devenir apparent. Extérieurement, rien ne semble changé : la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout ; mais il s'est produit, dans les régions intimes de l'être collectif, une fermentation, une désagrégation qui a altéré profondément les conditions mêmes de l'existence sociale, en sorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable : une révolution éclate.

Ainsi, l'œuvre de transformation a été bien réellement graduelle et progressive ; mais, gênée dans ses allures, elle n'a pu s'accomplir d'une façon régulière et modifier au fur et à mesure les organes sociaux ; elle reste forcément incomplète jusqu'au jour où les forces nouvelles se trouvent, par une accumulation successive d'accroissements constants, en état de surmonter la résistance des forces anciennes, une crise se produit, et les obstacles sont éliminés.

Ce n'est pas en un jour que le flot grossit au point de rompre le digue qui le contenait. L'eau monte par degrés, lentement ; mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débâcle est soudaine, et la digue s'écroule en un clin d'œil.

Il y a donc deux faits successifs dont le second est la conséquence nécessaire du premier : d'abord, la transformation lente des idées, des

besoins, des moyens d'action au sein de la société ; puis, quand le moment est venu où cette transformation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la révolution, qui n'est que le dénouement d'une longue évolution, la manifestation subite d'un changement des longtemps préparé et devenu inévitable.

CAFIERO

(Lettre à Engels, juin 1872)

Tous nous voulons conquérir, ou mieux revendiquer, le capital pour la collectivité, et pour ce faire, proposons deux procédés divers. Les uns conseillent un coup de main sur la forteresse principale, l'Etat, laquelle étant tombée en notre pouvoir, la porte du capital sera ouverte à tous ; tandis que les autres envisagent d'abattre tous ensemble tous les obstacles et de s'emparer collectivement, de fait, de ce capital que l'on veut assurer pour toujours propriété collective.

Je me suis rangé avec les seconds, mon cher... Et vous, bon matérialiste, comment pouvez-vous être avec les premiers ? La théorie des circonstances déterminantes, que vous savez, à l'occasion, si bien développer, n'arrive-t-elle pas à déterminer dans votre esprit de doute sur la nature de l'œuvre que vous accomplirez une fois installé au pouvoir constitué ?

Ce que sont et ce que veulent les communistes libertaires

DEPUIS que la Fédération Anarchiste Française a su, après des discussions passionnées et plusieurs congrès, élaborer et définir avec précision la conception du communisme libertaire en se débarrassant de tout un fatras de littérature, d'affirmations théoriques patriarcales et de réflexions aussi sentimentales que nébuleuses, il était devenu nécessaire, pour la propagande des militants, l'information du public et pour satisfaire le besoin de savoir des sympathisants, qu'un résumé à la fois clair et complet soit rédigé et diffusé largement.

Ce travail une fois terminé a été édité sous la forme d'une plaquette de 32 pages d'une élégante présentation et d'un format commode. Elle contient les positions-clés de la conception communiste libertaire. C'est la déclaration d'un programme, d'un véritable manifeste des militants communistes libertaires français au prolétariat international au moment où le régime capitaliste en est arrivé à son point culminant de crise, au moment où le pourrissement de ce régime engendre le fascisme et où toutes les recettes de répression et les solutions du pseudo-communisme stalinien ont fait faillite et se révèlent incapables d'apporter autre chose que la misère et l'esclavage.

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance :

- Le Communisme libertaire, doctrine sociale.
- Le problème du Programme.
- Rapport entre les masses et l'avant-garde révolutionnaire.
- Principes internes de l'organisation révolutionnaire du Parti.
- Le programme communiste libertaire :

- 1) Les aspects de la domination
- 2) Le Capitalisme et l'Etat ;
- 3) Les caractères du Communisme libertaire ;
- 4) Le fait révolutionnaire ;
- 5) Le problème du Pouvoir et de l'Etat.

— La morale communiste libertaire. Peut-on affirmer la justesse de l'analyse et de la solution des communistes libertaires d'après le succès de diffusion de la première édition du « Manifeste » ? Mille exemplaires ont été diffusés en un temps record. La deuxième édition que nous espérons de mettre en vente paraît vouloir connaître le même succès que la première.

Que chaque militant, chaque lecteur fasse de cette brochure un livre diffusant largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, un des instruments du développement de notre organisation.

La Commission d'Édition.

Le Manifeste du Communisme Libertaire : 70 francs, franco.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours. Les prix indiqués sont compris franco

THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme Libertaire	G. Fontenis .. 75
La Révolution Inconnue	Voline .. 520
Histoire de la Commune	Lissagaray .. 645
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine .. 245
Dieu et l'Etat	— .. 155
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner .. 645
La Philosophie de l'Histoire	Rapport .. 245
La tragédie du Marxisme	Collinet .. 420
Histoire des Bourses du Travail	Pelloutier .. 345
La Révolution russe en Ukraine	Makhno .. 270
Principes fédéralistes	Proudhon .. 230
Philosophie du Progrès	— .. 625
150 ans de Pensée socialiste	Louise .. 330
La Commune de Marseille	A. Olivesi .. 345

Le Socialisme romantique	Owen .. 345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolléans .. 970
L'Inde devant l'orage	T. Mende .. 495
Le Mysticisme social	Saint-Simon .. 165
Mémoires d'un Révolutionnaire	— .. 645
La Chine	J.-J. Brieux .. 615
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (4 ^{re} t.) .. 420
Partir de l'homme	Mac Donald .. 130
Le Manifeste communiste	Marx .. 345
Misère de la Philosophie	— .. 345
Correspondances	Marx-Engels .. 360
Histoire du Viet-Nam	Devillers .. 970
Viet-Nam, Sociologie d'une guerre	P. Mus .. 945
Jun 36	J. Danos .. 585
Réforme et Révolution	Luxembourg .. 105
Grève générale	— .. 95
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919)	Prudhommeaux .. 165
La Révolution russe	Luxembourg .. 50
Marxisme contre Dictature	— .. 50
La Condition ouvrière	S. Weil .. 545
Histoire des Démocraties populaires	F. Fejtó .. 945
L'Amérique Latine entre en scène	T. Mende .. 790
Essai sur la condition ouvrière	M. Collinet .. 540
Le démocrate devant l'autorité	Montpens .. 230
Le juif antisémite	C. Berneri .. 430
La jeunesse de Lénine	B.-O. Wolfe .. 420
Lénine et Trotsky	— .. 570
Lénine, Trotsky, Staline	— .. 420
Le rôle d'accusé	Roger Grenier .. 405
Les Américains	G. Gorer .. 405
Le Parti Travailliste de Gde-Bretagne	F. Renaudeau .. 300

Histoire économique et sociale des U.S.A.	Frank .. 525
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc .. 570
Les expériences syndicales en France de 1939-1950	— .. 540
Du Contrat social	J.-J. Rousseau .. 555
Bakounine	Kaminsky .. 390

ART ET POESIE

Récréation	R. Asso .. 380
Nudité	H. Pichette .. 420
André Brelon	V. Grastre .. 630

ROMANS

Agastino	A. Moravia .. 145
La Tour d'Ezra	Koestler .. 405
Ravage	R. Barjavel .. 450
L'atelier de Marie-Claire	M. Audoux .. 450
Le jour de famine et de misère	N. Douz .. 240
Les organes de l'Enfer	Molaine .. 330
Le cimetière de Saint-Médard	— .. 570
Qu'une larme dans l'Océan	M. Sperber .. 450
Sur les pas de Morell	R. Neumann .. 735
Littérature présente	M. Nadeau .. 795
Le malentendu — Caligula	A. Camus .. 420
L'état de siège	— .. 310
Si l'Allemagne avait vaincu	R. Robban .. 465
Veille de fête	R. Bouteff .. 420
Pièces roses	J. Anouilh .. 445
Pièces noires	— .. 595
Les Maraîs	D. Rolin .. 420

En gagnant mon pain	M. Gorki .. 375
Ma vie d'enfant	— .. 315
Et le buisson devint cendre	M. Sperber .. 645
Plus profond que l'abîme	— .. 435
La hache de Wandsbek (2 tomes)	A. Zweig .. 825
Les enfants Jérôme (2 tomes)	E. Weichert .. 1170
Colin-Maillard	R. Neumann .. 560
L'enquête	— .. 360
Journal d'Anne Frank	— .. 420
Nouvelles histoires extraordinaires	E. Poi .. 180
Le Siphon fait un clin d'œil au Fréjus	— .. 380
Histoires vraies	B. Cendrars .. 330
Anthologie nègre	— .. 405
L'enfantement de la Paix	H. Poulaille .. 270
Le pain quotidien	— .. 420
Les dames de la terre	— .. 420
Pain de soldat	— .. 480
Souvenir d'enfance et de jeunesse	E. Renan .. 390
Personne n'est dupe	Harrison .. 585
La vérité est morte	E. Robles .. 390
Montserrat	— .. 390
Cela s'appelle l'Aurore	— .. 480
La rage de vivre	Mezzrou .. 735
La croisée de Lee Gordon	C. Himer .. 840
La grande Maison (Algérie)	Mohamed Deb .. 420
Allons z'enfants	Y. Gibeau .. 675
Le Roman de Quat'Sous	B. Brecht .. 975
Jeux interdits	F. Boyer .. 390
Malone meurt	S. Beckett .. 480
Molly	— .. 550
Le plaisir de Dieu	M. Bridier .. 525
En attendant Godot	S. Beckett .. 895
L'embranchement de Mugby	G. Dickens .. 270
Lettre aux directeurs de la Résistance	G. Paulhan .. 480

Autour d'un tapis vert les dirigeants des Centrales syndicales mendent un minimum vital

Cela fait plus d'un mois qu'une Sous-Commission issue de la Commission Supérieure des Conventions collectives siège afin d'établir un budget-type pour la fixation du minimum vital.

Autour d'un tapis vert patrons et « représentants ouvriers » se trouvent rassemblés et étudient d'arrache-pied le fameux budget-type du manœuvre léger. Les mots pourraient prêter à ironie, en tout autre période, si les dociles personnages de cette Sous-Commission voulaient passer pour des humoristes avec un tant soit peu d'esprit. Ici, ce n'est pas le cas et loin de là.

Ainsi en ce cénacle on discute à propos, on épiluche, on coupe, on retranche, on additionne, on multiplie, on soustrait et l'on divise à satiété, afin de calculer le nombre de calories minimum indispensable au manœuvre léger, c'est-à-dire ce qu'il lui est strictement nécessaire pour ne pas crever de faim tout en assurant son exploitation régulière dans les bagues capitalistes.

Ces messieurs se prennent très au sérieux et dignes émules d'Hippocrate, ils ordonnent à des doses infimes, soit un beefsteak de 100 grammes, 15 grammes de beurre, 10 grammes de fromage, etc., par jour, car ils ont analysé « que ces aliments pouvaient contenir d'azote, de caséine, etc., ce qui équivalait à tant de calories.

Parfois, ils se chamaillent, comme le cas s'est produit pour le complet du manœuvre léger, ce qui concerne sa qualité et sa durée. Les patrons le désiraient en laine non peignée et pour un service de trois ans, les « représentants ouvriers » acceptaient la qualité mais seulement pour un temps de dix-huit mois. Ces derniers ont eu gain de cause et ils ne vont pas tarder à chanter victoire.

Bientôt on nous donnera les résultats des travaux de cette Sous-Commission et tout laisse à penser que l'on ne dépassera pas ces fameux 23.000 fr. pour 173 heures de travail par mois.

Et la comédie sinistre continuera... si les ouvriers veulent bien rester moutons. Cela est une autre histoire dont les « représentants ouvriers » font tout pour qu'il en soit ainsi.

Tous les leaders « ouvriers » frémissent à toute rébellion de la classe ouvrière si minime soit-elle, et que ne couvrent-ils d'injures, de calomnies, tous ceux, qui, clairvoyants, dénoncent leurs fourberies, leurs trahisons.

Il nous appartient de continuer, de persévérer dans notre lutte quotidienne, car nous sommes les seuls, nous, communistes libertaires, dans le combat révolutionnaire à vouloir la vraie libération du prolétariat.

Nous sommes les seuls à pouvoir dénoncer la collaboration de classes pratiquée par tous les dirigeants des Centrales syndicales ouvrières.

Nous sommes les seuls à pouvoir lancer cet appel à tous les travailleurs : Exigez le retrait immédiat de tous vos représentants à la Commission Supérieure des Conventions collectives.

Vos délégués vous trahissent en mendant un minimum vital à vos exploitateurs alors que ceux-ci vivent dans une opulence répugnante face à votre misère grandissante.

Le minimum vital est une insulte à la classe ouvrière.

Le pain, tout comme la paix ne se quémande pas, il se conquiert dans la lutte. Les exploitateurs ne cédant que devant la force et par l'unité d'action de tous les exploités.

LIB

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

Après la grève des Enseignants

La grève des enseignants a connu un succès total le 9 novembre. 95 % des instituteurs n'ont pas fait classe. La proportion des grévistes a été sensiblement la même pour le secondaire et les autres ordres d'enseignement. Les Fédérations de parents d'élèves ont, dans l'ensemble, apporté leur appui. Les réunions et les meetings ont connu une participation sans précédent : plusieurs milliers de personnes ont assisté au meeting organisé lundi après-midi à la Bourse du Travail par la F.E.N.

Ainsi les membres du corps enseignant, de l'instituteur de village au professeur de Sorbonne, expriment unanimement leur mécontentement. Ils ont assez de se voir chaque jour davantage sous la tutelle du pouvoir politique, de constater que l'on veut réduire à néant les droits politiques et syndicaux déjà bien faibles. Ils ont assez de la situation de diminués dans laquelle on les place. Ils ont assez d'exercer leur métier dans les déplorables conditions pédagogiques que l'on connaît. Ils veulent que ça change.

Ils veulent faire aboutir à tout prix leurs revendications et sont prêts à poursuivre leur action jusqu'à la victoire. L'unanimité de leur mouvement, leur magnifique solidarité, leur esprit combatif sont l'expression formelle de cette volonté. Ils ont signifié clairement à Laniel et à sa bande qu'ils ont assez d'être bernés et qu'il va falloir compter désormais avec eux.

Les dirigeants syndicaux dont l'appel a été si parfaitement suivi répondront-ils aux aspirations de leurs syndiqués ? Ont-ils seulement la volonté de lutter, de soutenir et d'étendre, si possible, les exigences des enseignants ? Les faits, malheureusement, nous obligent à répondre par la négative.

On a vu, dans un précédent article (v. Libéraire n° 396 avec quel esprit d'irrésolution et d'hésitation, les dirigeants engagés dans la grève. La base corporatiste des revendications, l'indemnité de 10 % risquant d'entraîner, sinon l'hostilité, du moins une certaine indifférence de la part des autres catégories de fonctionnaires et des ouvriers. Ce qui fait admirablement le jeu du Gouvernement,

dont l'intérêt est d'exciter et de profiter des rivalités. Un manque de rapports, de prises de contacts sérieuses avec les parents d'élèves, et les autres syndicats est trop souvent à déplorer.

Les déclarations des bronzes réformistes à leur meeting de la Bourse du Travail confirment que ces Messieurs ont la ferme intention de rester fidèles à leur ligne d'action politique : c'est-à-dire la mollesse et l'inaction. Les belles déclarations, les grands mots, « l'intérêt de la France, la culture française, le devoir national », etc., etc. abondent dans leurs discours. Les Laverne et les Margailhan se sont étendus longuement sur des faits connus, cités, réécités, rabâchés dans toute la presse depuis des mois. (Manque de locaux, de maîtres, déclassement). Ils ont poussé à l'extrême l'art de parler pour ne rien dire. Rien de positif, aucune position nette, aucun plan précis de lutte ne sont envisagés, sinon beaucoup de belles phrases creuses et de nébuleuses promesses.

La proposition de Laverne adoptée par le Congrès de la F.E.N. ressemble traits pour traits aux discours du 9 novembre. Le délégué à la F.E.N. affirme bien que « la lutte continue et se poursuivra autant qu'il sera nécessaire », mais les objectifs à atteindre, l'attitude à prendre en cas de raidissement, d'ailleurs certain, du Gouvernement ne sont nullement précisés.

Mais ceci n'a rien d'étonnant, de la part de nos réformistes timorés et prudents. Après avoir tergiversé, discuté, fait toutes les démarches possibles aussi vaines qu'inutiles, ils se sont trouvés contraints de mener une action un peu plus efficace. Il fallait bien sauver la face et conserver la confiance de leurs adhérents. Mais ils redoutent d'être obligés de continuer et surtout de voir le conflit s'étendre.

Les enseignants ne doivent rien attendre d'une telle attitude. Ils n'ont que faire des déclarations et des motions vagues et imprécises. Ils veulent une formulation nette de ce que l'on doit exiger, des précisions sur la conduite à tenir. Ils veulent des délégués qui soient vraiment leurs représentants. Aussi n'ont-ils rien à attendre de l'inertie des bonzes réformistes.

C'est en exigeant et non en ergotant et en discutant que les enseignants obtiendront des résultats. C'est en employant des moyens vraiment efficaces, l'action directe, la grève qu'ils obtiendront satisfaction. C'est surtout en se solidarisant avec les autres exploités, en adoptant des revendications communes, en aidant ainsi à une extension rapide du mouvement à toute fonction publique et à la fonction privée.

Mais professeurs et instituteurs doivent comprendre que dans les conditions actuelles un succès — d'ailleurs difficile à espérer — ne serait que provisoire. Ils devront, non seulement assurer une vigilance constante mais encore étendre continuellement leurs exigences. S'ils déposaient les armes, ne

fut-ce que temporairement, ils se trouveraient bientôt dans l'impossibilité matérielle totale de réagir à l'oppression. Ils ont à faire face à un autoritarisme qui va chaque jour s'accroissant, à une instauration progressive de la dictature.

Ecarter cette menace grandissante du fascisme doit être pour eux comme pour tous les travailleurs l'objectif primordial. Mais pour atteindre ce but, comme pour s'affranchir définitivement de leur situation de diminués et d'opprimés, les enseignants, comme leurs camarades ouvriers doivent s'engager résolument dans la voie révolutionnaire que leur indique les militants libertaires.

Jean MASSON

DIEPPE

Une belle manifestation d'unité antiflics

POUR la compréhension de ce qui va suivre, signalons que depuis six mois la municipalité de Dieppe a rendu applicable dans la ville un arrêté concernant la circulation et le stationnement des poids lourds qui est une hérésie entière et qui, en fait, interdit totalement à tout poids lourd la circulation et le stationnement dans la cité de Duquesne. Lorsqu'on saura que Dieppe vit uniquement de son port : poisson, bananes, agrumes, qu'il faut bien évacuer soit par fer et surtout par route, on comprendra le non-sens de l'interdiction citée plus haut.

Or, le 2 novembre dernier, à la suite d'un léger différend entre un chauffeur et deux agents de la police municipale, ces deux derniers, forts du droit que leur confère leur fonction, embarquèrent au poste, menottes aux mains, le délinquant comme on ne le fait pas à un traquant de plastres ou une huile du C.M.B.

Mais la riposte fut rapide. Moins d'un quart d'heure après, près de cent gros poids lourds bloquèrent littéralement le quai Duquesne, où se prélassent le commissariat, et, à grand renfort de klaxons, appuyés par une délégation de chauffeurs, exigeaient la libération immédiate de leur camarade.

Les flics, solidement barricadés dans leur fort Chabrol, opposèrent une fin de non-recevoir, prétendant n'élargir leur otage qu'après évacuation par les camions du quai Duquesne.

Chacun restant sur ses positions, c'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Et bien ! le pot de terre gagna : moins d'une heure après, sous les vivats de la foule qui s'était amassée, la longue caravane de transporteurs de bananes reprit le chemin du quai, avec, en triomphateur, dans la cabine d'un de ses mastodontes, le « criminel » !

P. M. (correspondant).

Il y a 36 ans...

(Suite de la première page)

dans le réformisme le plus honteux, tels les Cachin, Frossard et consorts. En Espagne, la C.N.T. donne aussi la première son adhésion à la révolution.

Trente-six ans ont passé. La révolution russe tout de suite isolée, incapable seule, par son état économique arriéré, d'assurer, de tenir la place forte de la révolution prolétarienne, son prolétariat épuisé, son leader, incarné par Lénine, disparu, le parti et l'Etat soviétiques se sont transformés en un vaste système bureaucratique et policier qui n'a d'autre but, d'autre intérêt que sa survie.

Et pour la défense de cet intérêt, il lui faut le sacrifice de toutes les classes ouvrières d'Europe.

Trente-six ans ont passé et alors qu'aujourd'hui en France, comme en Russie en 1917, les travailleurs ont pris conscience qu'il n'était plus possible de vivre dans cette société et qu'il fallait que « ça change », que la bourgeoisie elle-même se sent incapable de gouverner sa propre société, que, par conséquent, un « Octobre 17 » est possible, le parti communiste aujourd'hui, comme le parti socialiste français en 1917, tend les bras à la bourgeoisie pour liquider la montée révolutionnaire.

Mais comme en 1917, les communistes libertaires, pleins du souvenir de cette révolution, sont au côté du prolétariat et prêts à s'engager dans les combats qui, comme celui d'août 1933, annoncent et rendent certain l'assaut révolutionnaire définitif.

C'est à nous, communistes libertaires, de rappeler, dans ce moment où les directions des partis stalinien et socialiste tentent de détourner encore une fois les travailleurs de la voie révolutionnaire, le Manifeste de l'Internationale Communiste lancé aux prolétaires du monde entier en mars 1919 à l'issue de son premier congrès et dont la rédaction reste en pleine actualité.

« Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat ».

Prochain numéro
du
libertaire
le
3 DÉCEMBRE 1953

mondial et, par là même, de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier.

« ...Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modifier leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme et qui, pendant la guerre, les ont obligés à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. »

« ...Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme. Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous. »

Il est temps d'entendre le monde du travail et de le comprendre : le moment est venu de gouverner pour lui. Il est temps aussi de ne plus entendre les niaiseries des Lafond. « TRAVAIL ET LIBERTE » du 7 novembre, organe des syndicats dits « indépendants », se met en guerre contre le groupe « Reconstruction », syndicalistes minoritaires de la C.F.T.C. (Lib, dernier numéro) et les communistes libertaires !

De tout temps, les travailleurs, dans leurs organisations, ont été empoisonnés par des intellectuels, à la recherche d'une clientèle. Ce fut, au XIX^e siècle, les Russes Bakounine et Kropotkine et leurs épigones. Ce fut, au début du XX^e, les « socialistes », du type Briand, Lagardelle et autres.

Est-ce que cela va désormais recommencer avec des anarchistes formés dans des séminaires catholiques

aux travailleurs et aux véritables organisations syndicales.

Et voilà pour les quatre millions de grévistes d'août. Mais laissons poursuivre notre pseudo-économiste bourgeois :

La baisse des prix est le moteur de l'expansion économique...

Lafond tente de nous faire plaisir :

L'accroissement de la productivité ne fait qu'augmenter les profits capitalistes...

Mais, dessous :

La productivité a été présentée comme un moyen de produire plus à meilleur compte, donc de payer plus les salariés et de vendre moins cher. Nous constatons qu'en France ce mécanisme, dont les bienfaits sont évidents dans les autres pays, se traduit par des effets désastreux.

T'es pas marquant, A. Lafond, t'aime ça, toi, le taylorisme ou le stakhanovisme ?

Pourtant, t'es sérieux à tes heures ; la preuve :

Il est temps d'entendre le monde du travail et de le comprendre : le moment est venu de gouverner pour lui.

Il est temps aussi de ne plus entendre les niaiseries des Lafond. « TRAVAIL ET LIBERTE » du 7 novembre, organe des syndicats dits « indépendants », se met en guerre contre le groupe « Reconstruction », syndicalistes minoritaires de la C.F.T.C. (Lib, dernier numéro) et les communistes libertaires !

De tout temps, les travailleurs, dans leurs organisations, ont été empoisonnés par des intellectuels, à la recherche d'une clientèle. Ce fut, au XIX^e siècle, les Russes Bakounine et Kropotkine et leurs épigones. Ce fut, au début du XX^e, les « socialistes », du type Briand, Lagardelle et autres.

Est-ce que cela va désormais recommencer avec des anarchistes formés dans des séminaires catholiques

ou dans des œuvres de jeunesse chrétienne ?

Ces énarques préfèrent la calomnie à l'adresse des lutteurs révolutionnaires, mais à l'encontre des travailleurs, à une polémique contre le Libéraire.

Les « indépendants » sont de piètres individus.

La « VIE OUVRIÈRE » du 16 novembre nous indique la voie suivie par les dirigeants, mais à l'encontre des aspirations ouvrières, en tentant de nous faire prendre les vessies pour des lanternes : la Russie, pays du « socialisme » ! Il n'y a pas de communisme en U.R.S.S. Il y a seulement un Etat-patron, c'est-à-dire l'organe de la dictature d'une classe (privilegiée) sur une autre classe (prolétaires).

« LE PEUPLE » du 1^{er} novembre donne un compte rendu détaillé du 3^e Congrès Syndical Mondial à Vienne, et constate assurément un développement du mouvement syndical dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, que nous reconnaissons nous-mêmes avec enthousiasme.

D'Asie, de l'Indonésie, de l'Afrique, d'Amérique latine, s'élève chaque jour davantage le grondement des travailleurs dirigés contre l'impérialisme yankee, suzerain de tous les peuples. Le front prolétarien mondial est bien en marche !

Mulot Michel.

POUR LE COMBAT
3^{ème} FRONT
RÉVOLUTIONNAIRE
INTERNATIONAL
Souscrivez !
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

II. — Crise économique, chômage, bas salaires, misère :

Cadeaux centenaires du système capitaliste

NOUS avons vu dans le précédent numéro du « Libéraire » (376), que l'accumulation du capital entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de capitalistes ou même d'un seul (l'Etat), condition même d'existence du capitalisme, engendrait aussi les crises économiques périodiques où la plus grande abondance des biens de consommation s'oppose à la plus grande misère des travailleurs.

Ces crises proviennent du fait que les capitalistes se trouvent incapables de réaliser en argent, c'est-à-dire de vendre, la part de marchandises extorquée sur le travail des prolétaires, la plus-value.

Une seule de ces crises devrait logiquement suffire pour renverser le système capitaliste devenu incapable de gérer la société en réduisant à la famine une population, au milieu d'une surabondance inouïe. Mais, jusqu'à nos jours, les crises, après avoir passé par un maximum d'intensité, vont en décroissant et de nouveau le cycle de la production capitaliste reprend normalement et tout semble rentrer dans l'ordre.

Aujourd'hui même, et bien que les capitalistes ne trouvent plus tellement de nouveaux marchés pour réaliser leur plus-value, les crises semblent de plus en plus subjugées dans le monde et le capitalisme (prétendant certains), montre bien qu'il est un moyen de gérer sans contradictions, la société, donc un moyen qui durera toujours. Un article paru dans « Combat » du vendredi 6 novembre, sous la plume d'Alfred Sauvy et intitulé « La crise économique américaine n'aura pas lieu » est éloquent à ce sujet.

Sous le paravent de quelques vérités, cet article n'est qu'un tissu d'absurdités qu'il serait fastidieux de citer toutes ici.

Sauvy prétend en gros que s'il se produit des crises économiques aux U.S.A. ou des « dépressions économiques », cela est dû uniquement à la volonté des dirigeants de la Maison Blanche qui peuvent trouver à volonté des remèdes de toute sorte contre la misère.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de crise en 1946, après la fin de la guerre, aux U.S.A. ? Cependant il y avait « 11 millions d'hommes en quête d'emploi, d'énormes débouchés disparus, tout ce qu'il faut, en somme, pour produire une bonne crise ».

Et la crise n'eut pas lieu... Les raisons données par Sauvy sont simples : c'est une histoire invraisemblable de lessiveuses pleines de dollars qui ont permis la conversion de la production de guerre en production de paix !

Or, n'en déplaise à M. Sauvy, en 1946, aux U.S.A., ne se trouvaient pas les conditions d'une crise économique qui n'ont jamais été des questions de conversion de production mais bien des questions de manque de débouchés. Or, en 1946, les U.S.A. ne manquaient pas de débouchés au sens classique du mot puisque leur production était entièrement pour la guerre et que le matériel de guerre n'est pas une marchandise qui se réalise d'après le mode habituel, comme nous le verrons plus loin. Donc, en 1946, surproduction de matériel de guerre et chômage peut-être, mais pas crise économique puisqu'il n'y avait pas mévente de biens de consommation courants.

La conversion s'est donc faite et, en 1948 seulement se produisit un léger recul économique, appelé « récession ». Bien sûr, car c'est à ce moment-là qu'aurait normalement dû se produire la crise, puisque alors la production américaine s'était retournée en partie vers la production de biens de consommation courante et un véritable manque de débouchés se dressa irrémédiablement de nouveau face aux capitalistes yankees.

Il est indéniable qu'alors les économistes américains ont évité la crise. Comment ? Par l'économie de guerre poussée à l'extrême, unique planche de salut du capitalisme.

M. Sauvy ne parle pratiquement pas de cette production de guerre, tout au long de son exposé. Toutefois il se trahit lui-même lorsqu'il affirme de but en blanc : « Au lieu d'acheter des chars, des avions, l'Etat peut commander des maisons, des écoles, des routes, etc... ». Il énumère ensuite tous les grands travaux qui pourraient être entrepris par l'Etat et voit là « des remèdes surabondants ».

Il reconnaît donc que le rôle d'acheteur pris par l'Etat dans le capitalisme actuel est le facteur primordial de la résolution des crises économiques.

Malheureusement il mêle à ceci des facteurs essentiellement étrangers et donne l'impression de n'avoir rien compris au processus d'une crise économique en système capitaliste.

Il part du raisonnement simpliste suivant : Pourquoi y aurait-il surproduction, amoncellement des biens de consommation, puisqu'aux U.S.A. il y a beaucoup de pauvres et que « en admettant même cette fable cocasse

et tragique selon laquelle la consommation intérieure serait saturée... » (il est absurde d'admettre cette fable, les besoins humains augmentant régulièrement avec le progrès) « Il reste, le monde entier affamé de dollars et affamé tout court ».

Personne n'a jamais prétendu qu'une crise économique était due à une surproduction absolue, c'est-à-dire à une production supérieure à ce qui peut être consommé par tous les individus, sans aucune restriction : penser ceci relève de l'utopie.

Une crise est simplement due au fait que la production capitaliste ne peut plus être achetée par les individus. Pourquoi ? Nous l'avons expliqué la semaine précédente.

Et le capitaliste, en distribuant son surplus de production aux pauvres du monde entier, n'aurait pas avancé d'un pas vers la résolution de la crise, à savoir, trouver des signes monétaires qui lui permettent d'acheter de nouvelles matières premières et de reprendre sa production.

Bien au contraire, il aurait donné le spectacle public de la faillite de son système et pratiqué un début d'économie distributive, de socialisme. C'est pourquoi, dans la réalité, on brûle le café dans les locomotives, on jette des millions de tonnes de pommes de terre à la mer, on dénature le blé, etc...

Si les crises capitalistes pouvaient se résoudre par la distribution, ce serait que les matières premières, les moyens de production, se distribueraient aussi, sans argent, parmi les capitalistes individuels. Mais alors la monnaie serait supprimée, l'économie ne serait plus soumise à nulle crise puisque aurait

disparu les problèmes de répartition, d'écoulement. Il n'y aurait plus de plus-value, donc plus de capitalistes : ce serait le communisme libertaire.

— Ou bien l'Etat achète des chars et des avions : c'est l'économie de guerre capitaliste.

— Ou bien l'économie actuelle est bouleversée, le système capitaliste détruit et remplacé par l'économie communiste libertaire : c'est la révolution sociale.

(A suivre) P. PHILIPPE.

La prochaine fois :
* ECONOMIE DE GUERRE
ET REVOLUTION SOCIALE

(1) Les citations entre guillemets sont de Alfred Sauvy.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Vauvy
PARIS (10^e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e
P. RACHON, imprimeur.